Inquiétude chez les Rwandais, Burundais et Libériens de Montréal

@rib News, 26/07/2009 - Source La PresseLes communautÃ©s rwandaise et burundaise de MontrÃ©al craignent que des dizaines de leurs membres soient forcÃ©s de quitter le Canada, consÃ©quence d'une nouvelle politique fÃ©dÃ©rale sur l'expulsion des demandeurs d'asile.Le gouvernement fÃ©dÃ©ral a annoncÃ© jeudi soir qu'il levait la suspension des expulsions vers le Rwanda, le Burundi et le Liberia. Dans le cas des deux premiers pays, le moratoire avait Ã©tÃ© adoptÃ© en 1994, dans la foulÃ©e du gÃ©nocide rwandais. On craignait de mettre la vie des demandeurs d'asile en pÃ©ril en les renvoyant dans leurs pays d'origine.Ottawa estime que la mesure n'est plus nÃ©cessaire, car la situation politique et humanitaire s'est amÃ©liorÃ©e dans ces trois pays. Elle reste toutefois en vigueur pour les ressortissants de l'Afghanistan, de la RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo, d'HaÃ¯ti, de l'Irak et du Zimbabwe.
Quelque 2100 Rwandais, Burundais et LibÃ©riens qui se sont vus refuser le statut de rÃ©fugiÃ© pourraient devoir quitter le Canada.Bien que la situation dans son pays natal se soit amÃ©liorÃ©e, Jean-Claude Manirakiza, ancien prÃ©sident de la CommunautÃ© burundaise de MontrÃ©al, estime que la dÃ©cision d'Ottawa est mal avisÃ©e.Â«Le Burundi vient Ã peine de sortir de 15 annÃ©es de guerre civile, a-t-il indiquÃ©. Et les sÃ©quelles de ce conflit persistent.Â»L'actuel prÃ©sident de la communautÃ©, Elie Nahimana, convient que de plus en plus de Burundais voyagent dans leur pays d'origine, signe que la paix y rÃ¨gne. Mais il craint que la situation ne dÃ©gÃ©nÃ¨re dans les prochains mois. D'abord, parce que les combats continuent de semer la terreur dans la RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo voisine. Ensuite, parce que les Ã©lections prÃ©vues l'an prochain font craindre une nouvelle flambÃ©e de violence Ã plusieurs observateurs.Â«Il y a une escalade entre les partis politiques, a-t-il affirmÃ©. Et tout le monde veut se dÃ©pÃªcher d'y aller avant 2010, parce que tout le monde craint que les Ã©lections n'entraÃ®nent de la violence.Â»Les MontrÃ©alais d'origine rwandaise sont plus partagÃ©s sur la question. D'une part, ils se rÃ©jouissent de la dÃ©cision du gouvernement fÃ©dÃ©ral, y voyant la preuve que leur pays se porte mieux. De l'autre, ils craignent que des dizaines de leurs concitoyens Ã©tablis au Canada depuis plus de 10 ans soient forcÃ©s de partir.Â«Si ce sont des gens qui ont trempÃ© dans des affaires criminelles, ils risquent d'Ãªtre poursuivis par les autoritÃ©s, mais autrement, il y a une grande sÃ©curitÃ© au RwandaÂ», a indiquÃ© Jean-Baptiste Kanobana, membre influent de la communautÃ© rwandaise de MontrÃ©al.Un sursis de six moisOttawa et QuÃ©bec donnent six mois aux personnes qui risquent l'expulsion pour dÃ©poser une demande de rÃ©sidence permanente. La procÃ©dure de renvoi sera suspendue pendant l'Ã©tude de leur dossier.Le ministÃ¨re provincial de l'Immigration Ã©tudiera le Â«parcours d'intÃ©grationÂ» de chaque candidat - travail, Ã©tudes, dossier criminel, etc. - et fera des recommandations aux autoritÃ©s fÃ©dÃ©rales.Â«Ã‡a les aidera Ã avoir un avis favorableÂ», a dit le porte-parole de la ministre Yolande James, Luc Fortin.Entre 200 et 300 rÃ©sidants du QuÃ©bec pourraient Ãªtre expulsÃ©s en raison de la nouvelle politique fÃ©dÃ©rale.